



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 127 – 25 août

### Faits saillants

- Révisions à la hausse du PIB de la Suisse en 2021 et 2022
- Economiesuisse appelle à une ouverture complète du marché de l'électricité
- 1 Md CHF sur huit ans destiné à renforcer l'attractivité des services de santé

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 24/08	Var. vs 17/08
EUR/CHF	0,9552	-0,01 %
USD/CHF	0,8794	-0,01 %
SMI	10 970	+0,7 %
Taux 10a	0,972 %	-6 pb

### Guerre en Ukraine

**Sanctions :** Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a annoncé la profonde refonte de son organisation à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, à travers la création d'une nouvelle Direction dédiée aux sanctions et au contrôle des exportations, reflétant l'importance politique et la priorité accordée à la bonne mise en œuvre des sanctions. Cette réorganisation devrait permettre au SECO de renforcer ses actions dans le partage d'informations, la coopération et l'outreach. La nouvelle direction, qui intégrera les nouveaux effectifs recrutés depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, comprendra trois secteurs : (i) Sanctions, (ii) Contrôle à l'exportation des biens industriels et (iii) Contrôle à l'exportation des biens d'équipement militaires.

### Macroéconomie

**Commerce extérieur :** En juillet, les exportations désaisonnalisées ont fléchi de -5,7 % (réel : -4 %) par rapport au mois précédent, accusant leur plus bas niveau depuis le début de l'année. A l'exception des denrées alimentaires, boissons et tabacs, en très légère progression, tous les grands secteurs de l'appareil exportateur suisse ont subi d'importants replis : produits chimiques et pharmaceutiques (-8 %, soit un recul de 865 M CHF), bijouterie et joaillerie (-21 %), horlogerie (-7 %) et instruments de précision (-8 %, retombant à leur plus bas niveau depuis décembre 2021). Du point de vue géographique, les exportations vers les principaux partenaires de la Suisse ont affiché un net recul : -12 % vers l'Amérique du Nord (-529 M CHF), -8 % vers l'Asie (-366 M) et -4 % vers l'Europe (-497 M). Les importations désaisonnalisées ont quant à elles reculé de -3,3 % (réel : -1,8 %) en glissement mensuel. Malgré ce ralentissement conjoncturel, la Suisse conserve sur le mois une balance commerciale positive à 2,6 Mds CHF, toutefois en chute d'environ 20 % comparé au mois de juin.

**Croissance :** L'Office fédéral de la statistique (OFS) a révisé à la hausse le taux de croissance du PIB en 2021, à 5,4 % contre 4,2 % précédemment, confirmant ainsi le net rebond de l'économie en période post-Covid. L'OFS a également rehaussé le taux de croissance de 2022, à 2,6 % contre 2,1 % précédemment. L'an dernier, la croissance a été surtout portée par la consommation des ménages (+4,2 %), particulièrement dynamique malgré le contexte incertain lié au déclenchement de la guerre en Ukraine.

**Emploi :** Selon la statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS, 2021 apparaît comme une année record en termes de variation de l'emploi (+2,4 %) puisque son essor a dépassé la contraction survenue en 2020 dans tous les secteurs économiques. Même le secteur primaire, dans lequel le nombre d'entreprises continue de diminuer (-0,8 %), a gagné des emplois (1 440 emplois ; +0,9 %). Dans le secteur secondaire, l'évolution du nombre

d'entreprises (+0,6 %) et du nombre d'emplois (+13 183 emplois ; +1,2 %) est relativement importante. Toutefois, c'est le secteur tertiaire qui enregistre la plus forte progression tant en termes d'emplois (113 782 ; +2,8 %) que d'entreprises (9 267 ; +2 %), confirmant la tendance de tertiarisation de l'économie suisse.

Alors que l'assèchement du marché du travail reste l'un des défis majeurs de l'économie helvétique, l'emploi total (nombre de postes occupés) a poursuivi sa progression au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 (+2,2 % en glissement annuel) après une hausse de +0,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre.

**Démographie :** Avec 8 815 400 personnes résidentes permanentes à la fin de l'année 2022, la Suisse poursuit sa progression démographique (+0,9 %), portée avant tout par l'immigration. Pour rappel, les ressortissants étrangers représentent plus d'un quart de la population résidente permanente. Leur accroissement demeure nettement plus marqué (+2,3 %) que celui la population suisse (+0,4 %). L'immigration continue de répondre avant tout à la demande en emplois manifestée par l'économie.

**Santé :** Alors que 7 000 postes d'infirmiers sont actuellement vacants, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation sur son « offensive formation » qu'il entend lancer d'ici l'été 2024. Le projet prévoit un investissement total de 1 Md CHF sur huit ans, auquel la Confédération contribuera pour moitié de manière dégressive, la formation du personnel soignant étant l'une des nombreuses compétences des cantons. Ces derniers devront mettre en œuvre des mesures d'encouragement afin d'augmenter la formation pratique dans les hôpitaux, les établissements médico-sociaux et les réseaux de soins à domicile, notamment en créant davantage de places de stage tout en s'assurant de soutenir les hautes écoles et les établissements spécialisés afin d'accroître le nombre de diplômés.

En parallèle, de manière à renforcer l'attractivité du secteur, l'exécutif entend élaborer d'ici le printemps 2024 une nouvelle loi pour améliorer les conditions de travail du personnel dans le domaine des soins – et viser une baisse de 40 % du taux de départ de la profession. Il s'agira notamment de fixer des directives plus strictes sur l'établissement des plans de service, en rétribuant par exemple les changements à court terme par des suppléments de salaire. Le Conseil fédéral souhaiterait également pousser les partenaires sociaux à négocier des conventions collectives de travail (CTT) afin de fixer des salaires minimaux plus élevés.

## Secteurs non financiers

**Energie :** Le canton de Vaud a dévoilé cette semaine les contours d'une ambitieuse révision de la loi cantonale sur l'énergie, visant notamment la fin des chauffages fossiles d'ici 2040 et l'assainissement des bâtiments énergivores. Les autorités cantonales entendent soutenir l'accélération de la transition via un renforcement des programmes d'encouragement (subventions). En l'espace d'une quinzaine d'années, 90 000 chauffages fossiles devront être remplacés (67 % des bâtiments), tandis que seulement 1 500 chauffages l'ont été en 2022.

Si les intentions de la Confédération, comme des cantons, semblent aller dans le bon sens, elles ne sont pas suffisantes selon l'organisation patronale economiesuisse. Rappelant que la Suisse devrait doubler sa production électrique domestique pour atteindre ses objectifs de décarbonation d'ici à 2050, l'organisation appelle à une amélioration durable des conditions-cadres pour le développement du solaire et de l'éolien tout en prônant une ouverture complète du marché de l'électricité.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)